



Foncier, immobilier et affaires économiques

DÉCISION n°2025/418

Objet : Renouvellement d'un bail d'occupation à titre précaire et payant d'un logement de type F5 à une employée communale, résidence Les Millepertuis

Le Maire des ULIS,

Vu la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 donnant délégation d'une partie des attributions du Conseil municipal au Maire ;

Vu la délibération n°2020/080 du 10 juillet 2020, par laquelle le Conseil municipal délègue au Maire ses pouvoirs, pour la durée de son mandat, en vertu des articles susvisés du Code général des collectivités territoriales, complétée par la délibération n°2023/076 du 14 septembre 2023 ;

Vu l'article R. 2222-5 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'article R. 2241-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le projet d'autorisation d'occupation précaire d'un logement à Mme Julie MARTIN, employée de la Commune des ULIS ;

Considérant que par autorisation d'occupation précaire d'un logement communal prise par décision n°2019/368, la Commune des ULIS a mis à la disposition de Mme Julie MARTIN, un logement de type F5 situé à la résidence Les Millepertuis - bâtiment B3 aux ULIS, et ce jusqu'au 5 décembre 2025 ;

Considérant que Mme Julie MARTIN souhaite prolonger l'occupation de son logement ;

DÉCIDE

Article 1

De signer une autorisation d'occupation précaire et payante avec Mme Julie MARTIN, pour la mise à disposition d'un logement de type F5, d'une superficie de 98 m², situé à la résidence Les Millepertuis - bâtiment B3 aux ULIS (91940).

Article 2

L'autorisation prend effet à compter du 6 décembre 2025 pour une durée d'un an, soit jusqu'au 5 décembre 2026.

Article 3

Les conditions de cette mise à disposition sont consignées dans l'autorisation d'occupation précaire. La redevance mensuelle de base est de 631,03 euros TTC. Le montant sera imputé au budget 2025 et suivants, chapitre 75.

Article 4

La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance et sera affichée conformément aux dispositions prévues par l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales. Elle est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Les Ulis,
Le 28 octobre 2025

Pour le Maire absent et par délégation

Sarah JAUBERT

1^{ère} Adjointe au Maire

